

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 06/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EURO INFORMATION**

36 rue de Messines  
59237 Verlinghem

Références : AP 27/04/18  
Code AIOT : 0007003732

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2024 dans l'établissement EURO INFORMATION implanté 36 rue de Messines 59237 Verlinghem. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement au titre de l'année 2024

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURO INFORMATION
- 36 rue de Messines 59237 Verlinghem
- Code AIOT : 0007003732
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EURO INFORMATION exploite sur le site de Verlinghem un centre informatique qui traite les données de diverses entités. Le terrain est occupé depuis 1970 par des services administratifs et informatiques et a fait l'objet de diverses extensions en 1976, 1990 et 1998 et 2021.

Le site a été autorisé pour la rubrique 2910-A – Combustion, pour ses groupes électrogènes de secours fonctionnant au fioul domestique:

- GE1 SM3/4: 3 000 kW
- GE2 SM 3/4: 3 000 kW
- GE3 SM 3/4: 4 800 kW
- GE 6/7 bât central: 3 000 kW
- GE8 à 10 SM 5/6/7: 11 949 kW
- GE11 à13 SM 5/6/7: 11 949 kW

La modification de la rubrique 2910 a fait passer le régime des installations de combustion du site de l'autorisation à l'enregistrement. Le site reste néanmoins régit par les règles de procédures de l'autorisation. L'arrêté préfectoral du site reste applicable. L'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 s'applique sous réserve de l'arrêté préfectoral.

Le site est certifié ISO 9001, 50 001, 27 001, APSAD R31-P5 (niveau de performance des centres de télésurveillance) et TIER IV (niveau de redondance des équipements), PCI-DSS et Uptime Institute pour le nouveaux data center.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformité sur les points contrôlés lors de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation et conformité aux seuils réglementaires	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9	Sans objet
2	Stockage de liquides inflammable	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 8.5.1	Sans objet
3	équipement des réservoirs	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 8.5.2	Sans objet
4	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 7.7.2	Sans objet
5	Durée de fonctionnement	Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 3.2.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non conformité aux différentes prescriptions ayant fait l'objet du

contrôle.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation et conformité aux seuils réglementaires

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Annexe (1) – R. 511-9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Régime administratif
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rubrique 4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t A b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t E c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total DC 2. Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t A b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total E c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total DC Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 2 500 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 25 000 t.  Le site est classé sous la rubrique 4734-1-c pour les capacités suivantes: 1 cuve de fioul bât central : 50 m3 1 cuve SM 3/4 : 60 m3 4 cuves SM 5/6/7 : 4*120 m3  total : 504 t
<b>Constats :</b>  Le site dispose de 4 cuves enterrées au niveau du bâtiment DC1 de 120 m3 chacune, 1 cuve enterrée au niveau du bâtiment administratif de 50 m3 et une cuve enterrée au niveau du bâtiment 3-4 de 60 m3.  Le relevé des volumes réellement présents est effectué lors des essais mensuels.  L'inspection a consulté les fichiers de suivi des essais où sont indiqués l'ensemble des volumes avant et après essai pour chacune des cuves.  Le volume des cuves est conforme à l'arrêté d'autorisation et relève du régime de la déclaration. L'activité est encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Stockage de liquides inflammable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 8.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, type de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Les réservoirs sont de type enterré à double enveloppe avec détection de fuite et report d'alarme dans le local de l'installation.</p> <p>Le boîtier du voyant d'alarme comporte un dispositif de test de son bon fonctionnement.</p> <p>Le dépôt ne contiendra des liquides inflammables dans des récipients en verre que si ces derniers ont une capacité unitaire maximum de 2 litres ou s'ils sont garantis par une enveloppe métallique étanche, convenablement ajustée pour les protéger efficacement. Les récipients en verre non garantis par une enveloppe métallique seront stockés dans des caisses rigides comportant des cloisonnements empêchant le heurt de deux récipients.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Les canalisations enterrées et les cuves sont toutes équipées de doubles enveloppes. Les groupes électrogènes DC1 (nouveau data center) sont équipés d'un cordon TTK (système de détection et de localisation de fuites) au sol.</p> <p>Les alarmes sont testées 2 fois par an par le service de maintenance.</p> <p>L'inspection a consulté le tableau de report des différentes alarmes en salle de contrôle. L'alarme TTK d'un des groupes électrogènes s'est mise en service en fin d'inspection et une levée de doute a été réalisée par le service sécurité, présent 24h/24 sur site.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : équipement des réservoirs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de liquides inflammable
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et montré de telle sorte qu'il ne risque</p>

pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu. Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir. Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou les milieux naturels.

#### **Constats :**

Les cuves de stockage des liquides inflammables ne sont pas sous voirie. Les canalisations enterrées ne sont pas sous des voiries utilisées régulièrement et pouvant présenter des tensions anormales.

Les canalisations enterrées sont double enveloppe. Les alarmes ont un report en salle technique des groupes électrogènes, au PC sécurité avec présence 24h/24 et un report d'alarme est également réalisé sur la maintenance, l'immobilier et le gestionnaire de salle.

Le dépotage ne peut être réalisé qu'en présence du personnel d'exploitation. Le contrôle de niveau est réalisé avant tout déclenchement de commande et toutes livraisons. Une jauge effectue un report de niveau vers les armoires de contrôle. Les cuves sont équipées de système anti-refoulement.

<p>Les tuyaux de dépotages sont fixes, fermés et numérotés. La capacité de la cuve et la nature du produit auxquels ils sont reliés sont mentionnés sur l'étiquetage.</p> <p>Les événements sont visibles et ne comportent aucune vanne ou obturateur visible. Ils sont visibles du lieu de dépotage et éloignés de tout voisinage.</p> <p>L'air de dépotage est identifiée. Elle est reliée à un séparateur hydrocarbure dont le niveau est suivi en supervision.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Entretien des moyens d'intervention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 7.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a consulté différents rapports de vérification des matériels de détection et de lutte contre l'incendie et de test des différents moyens d'intervention présents sur le site.</p> <p>Un rapport d'exercice des pompiers a également été consulté.</p> <p>Ces documents n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Durée de fonctionnement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2018, article 3.2.5																							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conditions de rejet																							
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>En dehors des périodes de fonctionnement en secours, les groupes électrogènes de secours font l'objet d'essais d'environ 4 h chaque mois. Afin de limiter les émissions atmosphériques, et dans la mesure du possible, les groupes électrogènes ne doivent pas être testés en simultané. Autant que faire se peut, les essais des groupes électrogènes ne doivent pas être réalisés lors des périodes de pic de pollution.</p>																							
<b>Constats :</b>  <p>L'inspection a consulté le tableau de suivi de test et fonctionnement des différents groupes électrogènes.</p> <p>Les heures de fonctionnement et la consommation (volume des cuves avant et après) y sont précisées.</p> <p>Le tableau suivant reprend les durées de fonctionnement annuelle pour 2023</p> <table border="1"> <tr> <td>GE</td> <td>1.1</td> <td>1.2</td> <td>1.3</td> <td>1</td> <td>2</td> <td>3</td> <td>bat adm</td> </tr> <tr> <td>durée (h)</td> <td>47</td> <td>47</td> <td>45</td> <td>47</td> <td>45</td> <td>5</td> <td>25</td> </tr> </table> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection réduire en 2024 la durée des essais de 4h à 2h. Interrogé sur le faible volume d'heure de fonctionnement du GE3 de SM3/SM4 (5h) l'exploitant indique que les groupes électrogènes s'allument en séries et en fonction d'un taux de charge, ils n'ont donc pas tous la même durée de fonctionnement.</p> <p>Il a noté cette anomalie pour le GE3 et doit modifier les réglages pour qu'une rotation soit faite dans l'ordre de mise en fonctionnement des GE.</p>								GE	1.1	1.2	1.3	1	2	3	bat adm	durée (h)	47	47	45	47	45	5	25
GE	1.1	1.2	1.3	1	2	3	bat adm																
durée (h)	47	47	45	47	45	5	25																
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <p>Une attention doit être portée pour que tous les groupes électrogènes puissent être testés sur des durées représentatives.</p>																							
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																							